

Olivier Chastel

# «Moi, je ne suis pas là pour faire des cadeaux aux entreprises»

**INTERVIEW**  
**MARTIN BUXANT**

**D**ixième étage de la maison bleue, dans le bureau du président du MR, avenue de la Toison d'Or, Olivier Chastel enfle sa cravate. «Vous êtes venu avec un photographe? Alors je vais mettre la cravate.» C'est que pour une première interview de l'année, c'est toujours mieux d'être sur son 31.

**Quel est votre état d'esprit en 2017?**

Boosté et positif. Tant la BNB que l'ICN nous ont donné des chiffres très positifs par rapport à la création d'emplois nets. C'est bien supérieur à ce qu'on aurait pu croire: on a créé 105.000 emplois jusqu'ici. 2016 est un grand cru, selon le gouverneur de la Banque nationale, avec 55.000 emplois créés sur l'année. Ce sont des éléments importants parce que ce gouvernement de réforme, qui a pris des mesures pas très sexy pour l'opinion publique, marque des points. Ce sont des mesures de responsabilité, des mesures d'avenir. C'est en créant de l'emploi qu'on garantit la pérennité de notre sécurité sociale. Alors, on est à mi-parcours de cette législature et je ne m'attendais pas à avoir, déjà, autant d'éléments positifs. Car on sait que ce genre de mesures ne produit en général des effets qu'à moyen terme.

**Quelle est l'ambition pour la suite?**

On doit aller plus loin. Les prochaines phases du Tax shift vont permettre d'encore diminuer l'impôt sur le travail, tant des indépendants que des salariés. On doit aussi aller au bout de nos engagements en matière de réduction des charges patronales. Si on a des bons chiffres en matière d'emploi, on ne le doit qu'à ce paramètre-là. L'autre élément, c'est de doper encore plus l'attractivité de notre pays – entre autres en concrétisant une réforme de la fiscalité des entreprises.

**Les milliers d'emplois créés ne sont pas pé-**

**rennes dit l'opposition...**

J'ai analysé toutes ces critiques. Et je retiens que même le Bureau d'études d'Ecolo, dirigé par l'économiste Philippe Defeyt, qui n'est pas spécialement proche du MR, explique que ce ne sont ni des emplois précaires ni à temps partiel. On avait vraiment créé des emplois fixes.

**À Bruxelles, dans le Hainaut ou à Liège, le chômage demeure important: elle est où votre dynamique positive?**

Je dis que globalement la tendance est bonne mais qu'il reste un chômage structurel. Et le facteur déterminant là-dedans est simplement le fait que la moitié des demandeurs d'emploi n'ont pas leur diplôme d'enseignement secondaire. Moi, je me demande quand les entités fédérées vont-elles enfin prendre en considération ce cercle vertueux enseignement/formation/emploi? Cela fait dix ans que les études Pisa qui jugent le niveau de notre enseignement sont de plus en plus négatives. Et je n'ai pas encore vu une ministre de l'Enseignement qui depuis dix ans se soucie vraiment de cela!

**Mais vous exagérez: le Pacte d'excellence pour l'Enseignement, c'est quand même une nouvelle voie qui est tracée...**

Oui, mais cela fait dix ans que les études Pisa sont mauvaises et cela fait dix ans que chaque ministre qui s'est occupé d'enseignement a sorti son plan, son pacte ou son contrat. Que ce soit Arena ou toutes les cdH qui se sont succédé. Ici, c'est le Pacte d'excellence. Bon, le document reprend toute une série d'idées, il y en a des bonnes mais la difficulté est celle-ci: on est à mi-législature et le Pacte n'est pas encore validé par la base des organisations. On nous annonce ensuite des dizaines de réunions d'informations pour expliquer, moi, je crains qu'on perde encore plusieurs années pour extraire les priorités pour améliorer l'enseignement. Ajoutez à cela qu'il n'y a pas d'argent prévu pour ce Pacte.

**Mais si.**

21 millions d'euros: c'est ce qui a été prévu par la Fédération Wallonie-Bruxelles en politique nouvelle sur les 475 millions prévus. Alors que pour le mettre en application, il faut 1,4 milliard. Donc, où est la volonté po-

litique de mettre concrètement en application ce Pacte? Allez, qu'on arrête de nous raconter n'importe quoi. On doit extraire les priorités et avancer: faire en sorte que dès le plus jeune âge, les connaissances de base soient inculquées: les mathématiques, les sciences, la langue. Ça n'est pas le cas aujourd'hui: on doit laisser de l'autonomie aux chefs d'établissements. On ne prend pas encore suffisamment conscience que la formation est la clé pour améliorer davantage notre taux d'emploi.

**Y a-t-il de bonnes choses qui se font actuellement en Wallonie?**

Oui, il y a une dynamisation de l'économie complémentaire à ce qui se fait au Fédéral, en matière de cluster, etc., il se passe un certain nombre de choses intéressantes. Le problème, malheureusement, est qu'on ne décide pas grand-chose au niveau wallon. On préfère mener de grands combats idéologiques plutôt que de prendre à bras-le-corps les politiques nouvelles dont on a hérité.

**En fait, l'asymétrie des coalitions entre niveaux de pouvoir, ça ne fonctionne pas bien?**

Cela devrait mais ce n'est pas le cas: si chaque niveau de pouvoir se concentrait sur son job, ça fonctionnerait. Aujourd'hui, la Région wallonne n'existe que dans la confrontation par rapport au Fédéral, ce qui n'est pas le cas à Bruxelles ou en Flandre. Dans une logique où chacun agit pour le bien commun, on doit pouvoir gouverner même avec des majorités asymétriques.

**Au Fédéral, la réforme de l'impôt des sociétés n'est toujours pas là. Ce sera quand?**

Elle est nécessaire. On doit améliorer l'attractivité du pays pour les investisseurs, aujourd'hui le taux facial de 33% doit être diminué mais il faut voir comment financer

cette baisse. À côté de cela, l'autre objectif de cette réforme est qu'elle doit permettre aux PME de se développer. On ne mettra en place cette réforme que si on a en tête une logique globale de la vie des sociétés: de sa création (mobilisation de l'épargne), sa durée de vie (la manière dont les actions sont taxées) et de son terme (un système qui reflète mieux l'équité fiscale). Le processus entier doit être cohérent; ça doit être notre objectif. Je ne suis pas là pour faire des cadeaux aux entreprises, je suis là pour faire en sorte que l'investisseur étranger qui doit choisir un lieu pour investir se dise: en Belgique, c'est sain et c'est facile d'investir.

#### **Ce n'est pas le cas aujourd'hui?**

Ce n'est pas encore le cas aujourd'hui et c'est lié entre autres à ce taux de l'Isoc trop élevé.

#### **À côté de cela, vous voulez aussi taxer les plus-values, drôle de message envoyé aux candidats investisseurs...**

Pas si l'élément d'équité fiscale est pris dans un ensemble plus attractif. Taxer les plus-values, ça veut dire tout et son contraire. On doit réfléchir aux modalités, on doit exonérer une série de PME à faible capital, on doit immuniser certains montants. Mais franchement, moi, ça ne me paraît pas choquant que le fait de dégager de grosse plus-value à court terme soit taxé. On doit faire la distinction entre investissement et spéculation. Voilà pourquoi cette taxation doit être

dégressive dans le temps.

#### **Pour l'instant, on a ni baisse de l'Isoc ni taxation des plus-values or vous en parlez depuis deux ans.**

Faux! Il faut toujours que vous exagériez! D'ailleurs, ce n'est même pas dans l'accord de gouvernement. Pas une ligne! C'est le ministre des Finances qui a commencé à parler de cela il y a un peu moins d'un an, il voulait une réforme de l'Isoc. Et le CD&V a répondu: mais alors le CD&V a dit qu'il voulait aussi une taxation des plus-values.

#### **Emploi, fiscalité, c'est tout pour 2017?**

Non, on doit aussi absolument concrétiser le pacte d'investissement. C'est un dossier qui tient à cœur au Premier ministre. Dans des domaines variés, on veut mobiliser des investissements vertueux.

#### **Avec les campagnes électorales qui se profilent, craignez-vous une paralysie de l'action du gouvernement?**

Il faut avoir l'honnêteté de dire que ce n'est déjà pas simple aujourd'hui entre partenaires flamands. Mais je vous assure que ce gouvernement va réformer jusqu'au bout, il n'y aura pas de période d'affaires courantes ou de pseudo-affaires courantes à cause de la campagne électorale des communales. On a du pain sur la planche.

#### **Le MR stagne dans les sondages, qu'allez-vous faire pour que votre parti tire les**

#### **marrons du feu de cette expérience?**

Oui, nous sommes stables. Je répète depuis le début de ce gouvernement que les réformes qu'on met en place – des pensions à la fiscalité – ne pourront être comptabilisées qu'au terme de la législature. Moi, je suis déjà très content de voir où on est aujourd'hui mais l'heure des comptes n'a pas encore sonné. C'est déterminant de poursuivre sur notre lancée en 2018 et 2019. Je suis très confiant.

#### **Le climat politique est au populisme, qu'est-ce que ça vous inspire?**

Oui, d'ailleurs on a une difficulté, nous n'arrivons pas à être suffisamment pédagogiques pour expliquer nos réformes. Or une partie de la population est sensible aux arguments faciles, à la démagogie, au populisme. Ce qui m'inquiète le plus, ce n'est peut-être pas le PTB mais ceux qui dans les partis traditionnels ont changé de discours et courent derrière ce genre de parti. Ceux qui au PS sont passés d'un discours où ils fustigeaient le PTB et rappelaient que c'était un parti stalinien dangereux pour la démocratie à un discours où ils n'excluent plus de les associer au pouvoir. Il y a eu un basculement du PS par rapport au populisme. Sur le Ceta, au PS, on a entendu n'importe quoi.

#### **Vous ciblez Paul Magnette, là?**

Je ne juge pas spécialement Paul Magnette, je relève les changements de discours.